

CONTEXTE

La pollution de l'air en Île-de-France est à l'origine de conséquences sanitaires bien établies : chaque année, plusieurs dizaines de milliers de nouveaux cas de maladies chroniques lui sont attribués, ainsi que près de 7 900 décès prématurés. Ses effets ne se limitent pas à la santé humaine, ils contribuent également à l'érosion de la biodiversité, au changement climatique et à la dégradation des bâtiments. Si les impacts sanitaires et environnementaux de la pollution sont aujourd'hui bien documentés, ses conséquences économiques restent en revanche peu quantifiées, notamment à l'échelle régionale. Une telle évaluation demeure néanmoins essentielle : elle permet d'appuyer les politiques publiques via des analyses de coûts / bénéfiques, et de fournir une vision intégrée de ces enjeux pour les décideurs et le public.

La dernière évaluation économique complète menée à l'échelle de la France hexagonale remonte à 2015 : un rapport sénatorial estimait le coût annuel de la pollution entre 72 et 101 milliards d'euros. Depuis, les niveaux de pollution ont diminué de manière significative, mais les nouvelles connaissances scientifiques révèlent l'existence d'effets délétères pour des niveaux d'exposition plus faibles que ceux considérés auparavant. Aucune estimation spécifique n'existant jusqu'ici pour l'Île-de-France, ce document présente la première évaluation régionale des impacts économiques de la pollution de l'air, fondée sur les connaissances les plus récentes.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les impacts économiques sanitaires et non sanitaires de la pollution de l'air en Île-de-France sont estimés à environ 28 milliards d'euros (Md €) chaque année, soit plus de 2 200 € par francilien et par an.

L'impact économique global est essentiellement porté par les impacts sanitaires qui représentent à eux seuls 93% de celui-ci. Il s'agit de l'impact économique lié aux décès prématurés attribuables à la pollution atmosphérique, estimé à près de 23 milliards d'euros. A cela s'ajoute les effets liés la morbidité, tels que les consultations médicales, les traitements, les hospitalisations, les besoins d'accompagnement social, les aménagements du domicile, les absences au travail, les retraites anticipées, la baisse de la productivité au travail, et l'accès à l'emploi plus difficile. Il inclut également la perte de bien-être et de la qualité de vie des personnes malades et de leur famille. **Estimés à 327 millions d'euros, les impacts économiques non sanitaires ne doivent pas être négligés car ils sont aujourd'hui largement sous-évalués** ne prenant pas en compte l'érosion de la biodiversité, la contribution au changement climatique ou la dépréciation du patrimoine immobilier, faute de données.

Les actions engagées pour améliorer la qualité de l'air représentent un coût estimé à **1,51 Md €**. Elles prennent en compte le budget des mesures de réduction de la pollution de l'air et de mise en œuvre de la surveillance (politiques publiques de réduction du trafic routier, aide au changement de moyen de chauffage, dispositif de surveillance et information).

IMPACTS ÉCONOMIQUES DE LA POLLUTION DE L'AIR EN ÎLE-DE-FRANCE

En Euro 2024 - Source : Airparif, 2025.



BENEFICES ASSOCIES A LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR

L'amélioration de la qualité de l'air résulte de la combinaison de politiques publiques et de réglementations à plusieurs échelles : européenne, nationale et locale. Au cours des vingt dernières années, ces actions ont permis une diminution forte des concentrations en polluants atmosphériques en Ile-de-France.

Du fait de l'évolution permanente des méthodes permettant la production de connaissances relatives à la pollution atmosphérique et ses conséquences, il est difficile d'estimer quelle a été l'évolution des impacts économiques de la pollution de l'air au cours du temps. Néanmoins, un des indicateurs pour lequel cela est possible est le nombre de décès prématurés attribuables aux particules fines (PM_{2.5}). Selon l'étude menée par l'ORS-IDF ([lien](#)) et Airparif, leur nombre est passé de 10 350 en 2010 à 6 220 en 2019, leurs impacts économiques évités sur cette période représentant un total de 61 Md €. En comparaison, sur ces dix années, les investissements associés à la surveillance et surtout à l'amélioration de la qualité de l'air ont représenté près de 5 Md € ; les dépenses engagées ayant évolué de 468 millions d'euros en 2010 à 875 millions d'euros en 2019. Cela témoigne de l'engagement croissant des différents acteurs sur cette période. **Les politiques publiques de diminution de la pollution sur cette période ont été particulièrement efficaces sur le plan économique, avec une baisse de ses impacts négatifs dix fois plus importantes par rapport aux investissements liés à ces politiques.**

Outre ses effets sur la santé, la pollution de l'air nuit également à la biodiversité animale et végétale, en ralentissant la croissance des plantes, en diminuant l'abondance des pollinisateurs ou encore en provoquant l'eutrophisation des milieux aquatiques. Elle a également un impact mesurable sur les rendements agricoles et influe sur le changement climatique. L'ozone de basse altitude, qui est à la fois un polluant de l'air et un gaz à effet serre, illustre bien cette interdépendance. En Île-de-France, son impact sur le réchauffement climatique, qui évolue différemment de son impact sur la santé, a augmenté de +15 % entre 2005 et 2024. **La lutte contre la pollution atmosphérique constitue donc un levier d'action transversal, aux bénéfices multiples. Au-delà des gains en espérance de vie et en qualité de vie pour les populations, elle offre des retombées économiques significatives et contribue à la lutte contre le changement climatique et l'érosion de la biodiversité.**

Cette évaluation constitue la première estimation des impacts économiques de la pollution de l'air en Île-de-France basée sur les connaissances les plus récentes. La présente note ne prend pas en compte les impacts économiques associés à l'impact sur la santé humaine des polluants non réglementés dans l'air comme les particules ultrafines, les PFAS, les pesticides.

Cette évaluation et la méthodologie associée ont été partagées avec les autres associations agréées de surveillance de la qualité de l'air afin d'accompagner leurs travaux territoriaux. Cette dernière pourra également être utilisée par l'ADEME pour conduire une évaluation à l'échelle nationale à la demande de la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche lors du Roquelaure de l'air le 12 mai 2025.

DECLINAISON DANS PARIS ET LA METROPOLE DU GRAND PARIS

En plus de l'évaluation pour la région Ile-de-France, cette estimation a également été déclinée pour Paris et la Métropole du Grand Paris (MGP).

A l'échelle de la MGP, les impacts économiques représentent 17 Md € soient 2 345 € par personne. Le total des impacts économiques sanitaires représente 16 Md €, les impacts économiques non-sanitaires 76 millions d'euros.

Les actions de surveillance et de réduction de la pollution de l'air ont un poids financier de 874 millions d'euros.

Pour Paris, le total des impacts économiques est de 5,7 Mds € soient près de 2 750 € par personne. Les impacts économiques sanitaires représentent 5,5 Md €, les impacts économiques non-sanitaires 9 millions d'euros et les actions de surveillance et de réduction de la pollution de l'air 257 millions d'euros.

LA SUITE

L'amélioration de la qualité de l'air en Île-de-France est un levier majeur pour la santé publique pour contribuer à l'allongement de l'espérance de vie en bonne santé et à la prévention de nombreux cas de maladies chroniques, avec une efficacité démontrée des politiques publiques mises en place. Elle apporte également un cobénéfice dans la lutte contre le changement climatique à l'heure de 10 ans de l'Accord de Paris.

C'est aussi un impératif réglementaire, avec l'adoption en 2024 de la nouvelle directive européenne sur la qualité de l'air ambiant qui prévoit, pour l'horizon 2030, des valeurs limites plus strictes pour plusieurs polluants du fait de l'impact avéré de la pollution à des niveaux plus faibles que ceux considérés auparavant et qui facilite l'accès des citoyens à la justice sur les sujets de pollution de l'air. Or, une part significative du territoire francilien se situe encore au-dessus de ces futures valeurs limites. Anticiper la mise en conformité est donc essentiel afin de limiter ces risques juridiques et financiers, tout en générant d'importants bénéfices sanitaires et économiques.

Airparif, [Impacts économiques de la pollution de l'air en Ile-de-France](#), Septembre 2025
[en ligne]